

Service vétérinaire – Environnement
10 Boulevard Gaston Doumergue
BP 76315
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 28/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

COLLIGNON MAXIME

8 RUE DE L'ESPERANCE
44370 Montrelais

Références : 2024-01347
Code AIOT : 0054401311

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2024 dans l'établissement COLLIGNON MAXIME implanté LA BOSSE 44630 Plessé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COLLIGNON MAXIME
- LA BOSSE 44630 Plessé
- Code AIOT : 0054401311
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

élevage de volailles de chair sous le régime de la déclaration

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Intégrations paysagères	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Annexe 1 : 2.2	Demande d'action corrective	3 mois
5	Bâtiments et ouvrages de stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Annexe 1 : 2.3	Demande d'action corrective	1 mois
7	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Annexe 1 : 2.8	Demande d'action corrective	2 mois
8	Dispositif de	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	rétenion des pollutions accidentelles	27/12/2013, article Annexe 1 : 2.6		
9	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Annexe 1 : 3.2	Demande d'action corrective	2 mois
10	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Annexe 1 : 3.3	Demande d'action corrective	1 mois
13	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Annexe 1 : 7	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité de l'installation au dossier	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article annexe 1-1.1.1	Sans objet
2	Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Annexe 1 : 2.1	Sans objet
4	Sécurité Incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Annexe 1 : 2.5	Sans objet
6	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Annexe 1 : 2.7	Sans objet
11	Plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Annexe 1 : 4 et 8	Sans objet
12	Directive nitrate	Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article Annexe 1 : I à VIII	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Présence de non conformités sur l'exploitation demandant des actions correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation au dossier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article annexe 1-1.1.1
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : Nature et Effectif
Constats : L'exploitation est sous le régime de la déclaration pour la rubrique ICPE 2111 (un maximum de 30 000 emplacements) . En mars 2024, l'exploitant a déposé un dossier de demande d'autorisation pour un effectif de 69 000 animaux (emplacements). Le dossier est en cours d'instruction.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Annexe 1 : 2.1
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : Distance minimale d'implantation des bâtiments d'élevage et leurs annexes
Constats : Les distances d'implantation réglementaires sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Intégrations paysagères

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Annexe 1 : 2.2
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : Intégration paysagère et propreté des installations et de leurs abords.
Constats : Les abords des bâtiments d'élevage et annexes ne sont pas correctement entretenus par l'amoncellement de déchets divers en plusieurs points du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'entretien des abords et bâtiments du site est à réaliser avec un tri, un rangement et l'élimination en filières dédiées des déchets divers accumulés en différents points du site d'élevage (voir point N°13).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Sécurité Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Annexe 1 : 2.5
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Propreté des locaux. Lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs.
Constats : Les 2 bâtiments d'élevage exploités sont anciens et font l'objet de travaux de rénovation et de mise aux normes. Le troisième bâtiment n'est pas exploité mais des travaux de rénovation sont programmés. L'intérieur des annexes ne font pas toujours l'objet d'un rangement rigoureux. Le plan de dératisation n'a pas été vérifié. Absence visuelle de présence de rongeurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Bâtiments et ouvrages de stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Annexe 1 : 2.3
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Bâtiments d'élevage et ouvrages de stockage des effluents. Stockage des aliments en dehors des bâtiments.
Constats : Présence d'un stockage de fumiers de volailles en bout de champ sur une parcelle de l'exploitation : l'exploitant déclare que le fumier stocké sera épandu sur la parcelle dans le cadre de semis de maïs au printemps. Présence d'un stockage de fumier en sortie d'un des trois bâtiments d'élevage. Absence de fumière sur le site. Absence d'écoulement dans le milieu.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Évacuation rapide du fumier entreposé en sortie d'un des bâtiments du site de l'exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Annexe 1 : 2.7
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Lutte contre l'incendie
Constats : Présence d'une réserve d'eau . La possible utilisation et l'accessibilité par le SDIS n'ont pas été vérifiées.

Le contrôle des extincteurs n'a pas été vérifié lors de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Annexe 1 : 2.8

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

Installations électriques

Constats :

Visuellement, les installations électriques et câblages des bâtiments inspectés apparaissent non conformes et source potentielle d'accident.

L'exploitant déclare que la conformité des installations a été réalisée au moment de l'acquisition de l'exploitation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Si l'audit réalisé dans le cadre de la vente de l'exploitation n'a pas été fait par un organisme agréé et compétent, demande de réalisation d'un audit des installations électriques du site de l'exploitation par un organisme agréé et compétent permettant de vérifier la conformité des installations et la liste éventuelle des travaux de mise aux normes est à réaliser.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Annexe 1 : 2.6

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Dispositif de rétention des produits dangereux pour l'environnement.

Constats :

La cuve de carburant du groupe électrogène est à double peau.

Mais la plupart des produits dangereux (huiles, produits de traitement) ne sont pas entreposés sur rétention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les produits dangereux sont à mettre sur rétention permettant d'éviter tout risque de pollution du milieu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Annexe 1 : 3.2
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Gestion de l'eau
Constats : Le site est alimenté par le biais d'un forage existant présent sur la voie d'accès des véhicules sur l'installation classée. La protection vis-à-vis du risque pollution de la ressource en eau n'a pas pu être démontrée. Il est noté l'absence d'un compteur principal permettant de mesurer la consommation totale du site. Des compteurs sont néanmoins mis en place dans chaque bâtiment d'élevage. L'exploitation déclare l'existence d'un dispositif de disconnexion. Le local technique existant du forage présent chez un tiers est appelé à être déplacé sur le site de l'exploitation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Installation d'un compteur principal mesurant la consommation d'eau totale sur le site d'exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Collecte et stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Annexe 1 : 3.3
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Stockage des effluents
Constats : Les fumiers de volailles sont majoritairement exportés vers une unité de compostage. Contrat signé. Une minorité du fumiers est stocké en bout de champ sur le parcellaire de l'exploitation pour épandage. Le site ne dispose pas de fumière. Les fumiers sont évacués en sortie de bâtiment en période de vide sanitaire. Présence de fumier de volailles en sortie de bâtiment sur une plateforme non étanche.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Évacuation rapide du fumier de volaille stocké sur la plateforme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Annexe 1 : 4 et 8
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Plan d'épandage
Constats : Depuis la reprise de l'exploitation par monsieur COLLIGNON il n'y a pas eu de cultures sur le parcellaire, donc pas d'épandage de fumier. Des cultures sont programmées cette année sur le parcellaire. Le plan d'épandage est existant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Directive nitrate

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/12/2011, article Annexe 1 : I à VIII
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Gestion des effluents et des épandages : période – stockage – plan de fumure et cahier d'enregistrement – couvertures végétales
Constats : Il n'y a pas eu d'épandage réalisé sur le parcellaire de l'exploitation depuis la reprise par monsieur COLLIGNON.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Déchets et sous-produits animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article Annexe 1 : 7
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Gestion des déchets et des sous-produits animaux
Constats : Présence de congélateurs et d'équipements pour le stockage des cadavres avant enlèvement par le service d'équarrissage. Absence de constat de brûlage des déchets. Accumulation importante en plusieurs points du site de l'exploitation de déchets divers.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Évacuation des déchets accumulés sur le site dans des filières de traitement dédiées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

